

TOURISME BALNÉAIRE ET ARCHÉOLOGIQUE

Une utopie à Cherchell ?

Ce fut en grande pompe que le projet touristique de Cap rouge fut présenté à la presse locale en mai 2005. Le futur site touristique de «Pointe rouge», situé à l'ouest de Cherchell et à proximité d'un ancien champ de tir militaire, présentait un profil touristique idéal.

Dès son accession à la mairie de Cherchell, M. Berrouane ne se doutait pas que ce projet pourrait être victime d'aléas qui retarderaient sa réalisation. Intégré et approuvé dans le cadre du plan de développement et d'aménagement urbain (PDAU) le 3 mars 2007 et avalisé officiellement par décision du wali de Tipasa le 03/03/2007, ce projet se trouve aujourd'hui à son stade originel et risque, en l'absence de prise en charge urgente du programme d'habitat et d'équipement, de devenir un canular.

Croyant dur comme fer à ce projet, le président de l'APC de Cherchell estime contre vents et marées, dans son exposé initial et volontariste de 2007, qu'il s'agit «d'un projet urbain de grande envergure s'étendant sur une superficie de 48 hectares et se situant au niveau d'un cap en forme de corne qui pénètre profondément dans la mer, sur une distance de plusieurs centaines de mètres. Ce projet touristique de grande envergure viserait la création d'un pôle secondaire à vocation touristique et culturelle afin de rehausser l'image de Cherchell». Aujourd'hui, cinq années après ces déclarations qui se révéleront être presque utopiques, les représentants de la société civile, particulièrement les associations citoyennes, de tourisme et de la culture, adoptent des attitudes diverses face au grave retard mis dans la réalisation de ce projet urbain, censé ne pas dépasser 36 mois.

Pour M. Korchi Mohamed, le président du syndicat du tourisme de Cherchell, «Cap rouge n'était en fait qu'un projet d'habitations. S'il y a d'autres informations sur le



Photo : DF

caractère touristique du Cap Rouge, nous les ignorons. Pour la ZET de Oued Bellah, on a été associés et nous suivons son évolution».

Pour le maire de Cherchell, le statut de Cap Rouge est clair : «L'enquête publique de création du PDAU et du POS AU4 de Cherchell et de la zone touristique de Cap rouge a été soumise à enquête et affichage public. A la décision officielle du PDAU et du POS de Cap Rouge, s'ajoute la décision irrévocable du CAUA, une commission de wilaya chargée d'entériner et de valider tous les projets à caractère urbain de la commune, qui a adopté et validé, en 2008, le programme mixte d'habitat et d'urbanisme de la zone touristique de Cap rouge.».

Parmi ceux qui ont crié haut et fort leurs préoccupations et fustigé le retard de mise en œuvre du programme touristique et d'habitat de

Cap Rouge, on retrouve certains candidats à l'acquisition des 360 + 46 logements sociaux participatifs intégrant des équipements d'accompagnement.

Ils s'inquiètent en premier lieu de ce retard générateur de surtaxes et probablement d'une révision des prix d'acquisition. Aujourd'hui, ces 400 logements, dont le standing et l'architecture font déjà rêver, ne sont toujours pas réceptionnés et livrés bien que la réalisation se trouve à un stade avancé.

«Le projet Cap rouge s'étend sur une superficie initiale de 20 hectares, auxquels s'ajoutent les espaces annexes récupérés auprès de l'EAC, totalisant une superficie globale de 48 hectares, c'est un espace touristique intégré notamment avec le projet de construction d'un immense complexe hôtelier de haut standing structuré autour de deux hôtels de

600 lits chacun, de type trois étoiles», ajoute M. Berrouane.

«Ce projet comprend aussi un village artisanal regroupant toutes les activités artisanales et culturelles axées sur le tourisme et la préservation de l'art local (gastronomie, poterie, musique, etc.).» Une autre source nous informe qu'«à cette volonté de promouvoir l'activité artisanale encore à l'état embryonnaire au niveau local, une avenue piétonne, de type promenade, a été prévue, comportant des espaces de dégustation et de restauration, ainsi que des espaces publics récréatifs».

S'inscrivant dans cette préoccupation, M. Kebilene Amine, un membre de l'association culturelle les Amis de Cherchell, s'insurge du fait que «près de 50 ans après l'indépendance, Cherchell ne dispose d'aucun hôtel digne de la réputation de la ville». Hadj Mohammed, un vieux Cherchel-

lois, rappelle que «l'unique hôtel dont la ville disposait depuis un siècle a été cédé à l'Agence foncière en vue de le réaménager. L'APC ne pourrait en disposer qu'après avoir réglé les 10 milliards pour son aménagement».

Le président du syndicat du tourisme de Cherchell est plus tranchant dans son réquisitoire en martelant que «Cherchell, réputée être une ville de tourisme balnéaire et archéologique, fait l'objet d'un désintérêt chronique que nous avons longtemps dénoncé».

Quant au maire de Cherchell, à propos du projet de Cap rouge, il commentera : «Nous avons misé de gros espoirs pour la réactivation de ce projet, car c'est seulement le tourisme, l'agriculture et la pêche qui sauveront la commune du chômage rampant, de la violence, des agressions et autres dérives.»

Larbi Houari

VISITE D'UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE À SKIKDA

Le secteur de la santé dans le rouge

Un secteur de la santé «malade», doté d'infrastructures à rénover, de moyens humains et matériels à renforcer et d'établissements à régulariser.

Un EPH de Skikda toujours sans statut, un centre de formation professionnelle à Azzaba construit en 1986, et un foyer pour personnes âgées de Skikda datant de l'époque coloniale à rénover en urgence, ce sont, entre autres, les points noirs relevés par la commission parlementaire de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle, en visite mercredi.

La démarche s'inscrit dans le cadre des missions routinières de la commission, qui saisit l'occasion du vide parlementaire pour effectuer des sorties sur terrain.

Présidée par Kouadria Abdelkader Belkacem et composée de 9 membres : 4 du FLN, 3 du MSP et 2 du RND accompagnés du protocole de l'APN, la commission a ciblé les communes de Azzaba, Skikda et Tamalous.

Les partis du RCD et du PT, bien que représentés en son sein, ont décidé de boycotter la visite.

La première halte fut Azzaba, une des grandes daïras de la wilaya. Le centre de formation professionnelle, l'agence de l'AWEM, l'EPH et le centre psychopédagogique ont été les points visités. Les priorités définies résidaient dans l'urgence de lancer un nouveau centre, l'actuel étant dépassé : il a été érigé en 1986 ; d'affecter les locaux de l'agence vers les anciens locaux de la DEI à la rue du 1^{er}-Novembre et de déménager les dortoirs du centre psychopédagogique vers l'ancienne crèche abandonnée à la Cnas de Azzaba. Au niveau de l'établissement public hospitalier, la situation est peu reluisante.

Le service d'hémodialyse est devenu trop exigu pour contenir les malades. Ces derniers, faute de moyens humains et matériels comme le manque flagrant de générateurs, font face aux éprouvants déplacements vers Skikda. Il y a aussi la nécessité pressante de

réserver une nouvelle structure pour les urgences médicochirurgicales, l'activité y est intense et demeure disproportionnée aux moyens mis en place.

A Skikda, après avoir été reçu par le wali, tous étaient unanimes pour dire qu'au plan santé, Skikda est classée dernière à l'échelle nationale : disposer d'un seul scanner, toujours en panne, est révélateur. La délégation s'est ensuite dirigée vers les deux hôpitaux de la ville et le foyer pour personnes âgées et handicapées.

A l'établissement hospitalier, un paradoxe de taille : une imposante infrastructure — toujours sans statut — dotée de matériels sophistiqués, mais toujours emballés, par manque de spécialistes et de paramédicaux. Le personnel a à juste titre insisté sur le renforcement en médecins spécialistes — l'hôpital tourne à 20% de ses capacités — tel un orthopédiste. Les visiteurs ont relevé, au niveau du FPAH, un danger de mort pour les pensionnaires du fait du risque d'effondre-

ment de la bâtisse. La rénovation est en cours, ont-ils appris. Cap vers Tamalous. La demande est récurrente quant à la création d'un service de chirurgie au niveau de l'établissement public hospitalier, doté logiquement d'un bloc opératoire pour répondre aux besoins pressants en la matière.

A Oum Toub, daïra et en même temps commune, la désolation de la commission fut plus grande. L'unique polyclinique, pour ne pas dire plutôt une salle de soins désuète, est dans un état qui a exigé le lancement de projet de rénovation sur le budget de fonctionnement de l'EPSP de Aïn Kechra dont elle dépend. Dans la même région, parmi les propositions de la DSP, on peut citer l'inscription d'un EPSP et d'une polyclinique.

Le wali a même formulé le vœu de réaliser un hôpital de 60 lits. Il y a eu également la proposition, toujours émanant de la DSP, de doter la wilaya de 5 scanners. La balle est à présent dans le camp du ministère.

Zaïd Zoheir